

Séances plénières

- **MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2012 APRÈS-MIDI (0121)**
JEUDI 20 DÉCEMBRE 2012 APRÈS-MIDI (0122)
JEUDI 20 DÉCEMBRE 2012 SOIR (0123)

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

1. - Projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République d'Argentine, faite à Buenos Aires le 3 mars 2012, n° 2489/1.
 - Projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République fédérative du Brésil, signée à Bruxelles le 4 octobre 2009, n° 2490/1.

Le projet de loi n° 2489 est adopté à l'unanimité des 135 voix

2. - Projet de loi portant assentiment à l'Accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, fait à Bruxelles le 25 avril 2007 et à Washington le 30 avril 2007, n°s 2491/1 et 2.
 - Projet de loi portant assentiment au Protocole, fait à Luxembourg le 24 juin 2010, modifiant l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé les 25 et 30 avril 2007, n°s 2492/1.

Le projet de loi n° 2491 est adopté par 125 voix et 11 abstentions

3. Projet de loi portant assentiment à l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen, fait à Luxembourg le 9 juin 2006, n° 2493/1.

Le projet de loi n° 2493 est adopté à l'unanimité des 137 voix

4. Projet de loi portant assentiment aux actes internationaux suivants :
 - 1° Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures, faite à Londres le 30 novembre 1990.
 - 2° Protocole de 2000 sur la préparation, la lutte et la coopération contre les événements de pollution par les substances nocives et potentiellement dangereuses, fait à Londres le 15 mars 2000,n°s 2494/1 et 2.

Le projet de loi n° 2494 est adopté à l'unanimité des 136 voix

5. - Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République des Philippines relatif à l'autorisation de l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel des missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles le 23 décembre 2009, n° 2495/1.
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles le 6 juillet 2010, n° 2496/1.
 - Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Albanie sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles le 14 octobre 2010, n° 2497/1.
 - Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Serbie sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel des missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Belgrade le 17 février 2010, n° 2498/1.
 - Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil sur l'exercice d'activités à but lucratif des personnes à charge des agents diplomatiques et consulaires, fait à Bruxelles le 4 octobre 2009, n° 2499/1.
 - Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la Bosnie-Herzégovine sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles le 28 octobre 2010, n° 2500/1.

Le projet de loi n° 2495 est adopté par 136 voix et 1 abstention

6. Projet de loi portant assentiment à l'Échange de lettres entre le Royaume de Belgique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord concernant l'ouverture et l'exploitation d'une pharmacie sur le siège permanent de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, signées le 3 février 2009 et le 3 mars 2009, n°s 2501/1 à 3.

Le projet de loi n° 2501 est adopté par 136 voix et 1 abstention

7. Projet de loi relatif à la Coopération belge au Développement, n°s 2465/1 à 7.

L'objectif du projet de loi est de remplacer la loi du 25 mai 1999 relative à la Coopération internationale belge. Cette loi a constitué un pas en avant important mais elle a besoin d'être modernisée. Cette nécessité d'adaptation en profondeur est apparue suite à une évaluation externe et à des auditions à la Chambre et au Sénat.

Les modifications les plus importantes induites par ce projet sont les suivantes:

- Premièrement, la pensée internationale en matière de coopération au développement a fortement évolué depuis 1999. Des nouveaux concepts sont actuellement mis en avant et de nouvelles formes de coopération sont promues dont il était peu ou pas question en 1999. La loi devait être adaptée à ce nouveau contexte.

- Deuxièmement, la loi de 1999 ne faisait pas référence à la Cohérence des politiques en faveur du développement (CPD). Un concept aussi important que la CPD a naturellement trouvé sa place dans les grandes conférences et déclarations qui lient la communauté internationale. Le projet de loi établit une base légale pour la cohérence des politiques en faveur du développement.

- Troisièmement, la loi de 1999 ne faisait pas mention de l'aide humanitaire. Pourtant, la Coopération belge au Développement finance depuis longtemps des projets et programmes d'aide humanitaire. Le projet de loi consacre un titre à l'aide humanitaire, adapté aux nouveaux concepts internationaux.
- Finalement, le projet de loi vise à conférer à la Coopération belge au Développement une approche davantage fondée sur les droits humains, tant au niveau des principes qu'au niveau des objectifs poursuivis.
Ainsi, le projet de loi fait référence explicite aux droits humains des trois générations.

Le projet de loi n° 2465 est adopté par 89 voix contre 1 et 46 abstentions

8. Projet de loi modifiant le Titre 1erter du Code pénal, n^{os} 2502/1 à 5.
- Proposition de loi (Mmes Carina Van Cauter et Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le Code pénal en ce qui concerne le terrorisme, n° 1899/1.
 - Proposition de loi (Mmes Sophie De Wit, Sarah Smeyers et Kristien Van Vaerenbergh et MM. Koenraad Degroote et Jan Van Esbroeck) modifiant le Code pénal en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, n° 2169/1.

Le projet de loi n° 2502 est adopté par 122 voix et 15 abstentions

9. Projet de loi spéciale modifiant la matière imposable visée à l'article 3 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment à l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, n° 2525/1.

Le projet de loi n° 2525 est adopté à l'unanimité des 136 voix

10. Projet de loi portant assentiment au Protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, aux fins de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et de convenir, entre les gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de "paperless vignette" dans leur système commun pour la perception du droit d'usage, fait à Bruxelles le 21 octobre 2010, et modifiant les articles 3, 9, 10, 11 et 12 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord précité et instaurant une Eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, n^{os} 2526/1 et 2.

Le projet de loi n° 2526 est adopté à l'unanimité des 134 voix

11. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de bien-être animal, CITES, santé des animaux et protection de la santé des consommateurs, n^{os} 2512/1 et 2.

Le projet de loi n° 2512 est adopté par 114 voix et 23 abstentions

12. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'accessibilité aux soins de santé, n^{os} 2524/1 à 3.

- Proposition de loi (Mmes Nahima Lanjri et Nathalie Muylle et M. Stefaan Vercamer) modifiant, en ce qui concerne les suppléments d'honoraires, la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, n° 808/1.
- Proposition de loi (M. Franco Seminara, Mmes Colette Burgeon et Marie-Claire Lambert et MM. Yvan Mayeur et Eric Thiébaud) modifiant la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 1^{er} juillet 2008, n° 854/1.

Le projet de loi n° 2524 est adopté par 102 voix et 33 abstentions

13. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'énergie, n° 2579/1.

Le projet de loi n° 2579 est adopté par 113 voix et 24 abstentions

14. Projet de loi portant modification de l'article 419 de la loi-programme du 27 décembre 2004 et de l'article 4 de la loi du 10 juin 2006 concernant les biocarburants, n° 2560/1.

Le projet de loi n° 2560 est adopté par 11 voix et 26 abstentions

15. Projet de loi portant modifications de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, n° 2557/1.

Le projet de loi n° 2557 est adopté par 89 voix contre 21 et 27 abstentions

16. Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour l'année 2013, n° 2541/1.

Le présent projet de loi a pour but de fixer le contingent de l'armée pour l'année 2013.

Le contingent de l'armée exprime le nombre maximum de militaires qui peuvent être simultanément sous les armes un même jour de l'année.

Pour 2013, ce nombre est limité à 32 326 militaires et est atteint au mois de janvier.

Le projet de loi n° 2541 est adopté à l'unanimité des 128 voix

17. Projet de loi-programme, n° 2561/1

Le projet de loi n° 2561 est adopté par 84 voix contre 44

18. Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants (2535/3)

Le projet de loi n° 2535 est adopté à l'unanimité des 136 voix

19. Projet de loi portant dispositions urgentes en matière de PME (2564/3)

Le projet de loi n° 2564 est adopté par 102 voix et 34 abstentions

20. Projet de loi portant des dispositions diverses urgentes en matière de justice (nouvel intitulé) (2572/4)

Le projet de loi n° 2561 est adopté par 102 voix et 34 abstentions

21. Projet de loi portant des dispositions diverses urgentes (2571/4)

Le projet de loi n° 2571 est adopté par 126 voix et 10 abstentions

22. Projet de loi portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime (nouvel intitulé) (2509/3)

Le projet de loi n° 2509 est adopté par 98 voix et 38 abstentions

23. Projet de loi modifiant la loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie maritime et modifiant le Code judiciaire (nouvel intitulé) (2510/3)

Le projet de loi n° 2510 est adopté par 98 voix et 38 abstentions

CENTRE D'INFORMATION ET D'AVIS SUR LES ORGANISATIONS SECTAIRES NUISIBLES

1. Résultat du scrutin pour la nomination des quatre membres effectifs désignés par la Chambre sur présentation du Conseil des ministres (2584/1-2)

Monsieur Hendrik Pinxten
Monsieur Luc Willems.
Monsieur Gérard De Coninck.
Monsieur Jean-François Husson.

2. Résultat du scrutin pour la nomination des quatre membres suppléants désignés par la Chambre sur présentation du Conseil des ministres (2584/1-2)

Monsieur Olivier Faelens
Madame Kathleen Jansen
Monsieur Dany Lesciauskas
Madame Mireille Stallmaster-Degen

3. Résultat du scrutin pour la nomination des quatre membres effectifs désignés directement par la Chambre (2584/1-2)

Monsieur Roland Planchar
Monsieur Éric Robert
Monsieur Peter De Mey
Monsieur Balagangadhara Rao

BUDGETS ET COMPTES DE LA CHAMBRE

1. Comptes de l'année budgétaire 2011 de la Chambre des représentants (2581/1)

Le projet de loi (n° 2581) est adopté par 122 voix contre 5 et 1 abstention

2. Budgets pour l'année budgétaire 2013 de la Chambre des représentants (2581/1)

Le projet de loi (n° 2581) est adopté par 84 voix et 43 abstention

3. Comptes de l'année budgétaire 2011 du financement des partis politiques (2581/1)

Le projet de loi (n° 2581) est adopté par 118 voix contre 1 et 8 abstentions

4. Budgets pour l'année budgétaire 2013 du financement des partis politiques (2581/1)

Le projet de loi (n° 2581) est adopté par 96 voix contre 24 et 8 abstentions

5. Comptes de l'année budgétaire 2011 de la Cour des comptes (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 127 voix

6. Comptes de l'année budgétaire 2011 de la Cour constitutionnelle (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 128 voix

7. Comptes de l'année budgétaire 2011 du Conseil supérieur de la Justice (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 125 voix

8. Comptes de l'année budgétaire 2011 du Comité permanent de contrôle des services de police (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 125 voix

9. Comptes de l'année budgétaire 2011 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 125 voix

10. Comptes de l'année budgétaire 2011 du Collège des médiateurs fédéraux (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 125 voix

11. Comptes de l'année budgétaire 2011 de la Commission de la protection de la vie privée (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 125 voix

12. Comptes de l'année budgétaire 2011 des Commissions de nomination pour le notariat (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 125 voix

13. Ajustement du budget de l'année budgétaire 2012 de la Cour des comptes (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 128 voix

14. Ajustement du budget de l'année budgétaire 2012 du Collège des médiateurs fédéraux (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté à l'unanimité des 128 voix

15. Ajustement du budget de l'année budgétaire 2012 de la Commission de la protection de la vie privée (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté par 111 voix et 16 abstentions

16. Propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2013 de la Cour des comptes (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté par 105 voix et 23 abstentions

17. Propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2013 de la Cour constitutionnelle (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté par 105 voix et 23 abstentions

18. Propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2013 du Conseil supérieur de la justice (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté par 105 voix et 23 abstentions

19. Propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2013 du Comité permanent de contrôle des services de police (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté par 90 voix et 38 abstentions

20. Propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2013 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté par 104 voix et 23 abstentions

21. Propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2013 du Collège des médiateurs fédéraux (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté par 105 voix et 23 abstentions

22. Propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2013 de la Commission de la protection de la vie privée (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté par 90 voix et 37 abstentions

23. Propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2013 des Commissions de nomination pour le notariat (2578/1)

Le projet de loi (n° 2578) est adopté par 105 voix et 22 abstentions